

Intervention de M. le Maire

ASCOVAL

Quelques dates :

- **22 octobre 2018** : VALLOUREC oppose une fin de non-recevoir au projet de reprise d'ALTIFORT.
- **24 octobre 2018** : le tribunal de Strasbourg doit se prononcer sur les deux offres de reprises.

Enfin, la décision de la justice repoussée au 7 novembre, à la veille de la venue du Président de la République dans notre Région !

- Du 4 au 11 novembre, en effet : **Emmanuel Macron** sera en déplacement dans onze départements du Grand Est et des Hauts-de-France à l'occasion du centenaire de l'Armistice de 1918 et **notamment le 9 novembre 2018 à MAUBEUGE.**

Rappel historique :

- Notre région des Hauts-de-France a donné beaucoup pour la nation à travers notamment l'activité économique et industrielle.
- Le charbon a été une de ses principales richesses, de même que les industries de la transformation, de la métallurgie, le machinisme agricole, le textile ou encore l'agriculture et l'élevage ; sans oublier la pêche largement pratiquée sur nos côtes.
- De tous temps, nos salariés se sont investis sans compter, à la sueur de leur front et, parfois, au prix de leur vie, pour accompagner le redressement du pays : avant la guerre, à la Libération et plus tard, dans tous les grands moments de son histoire.
- Dans le même temps, et pour mémoire, c'est dans un pays en ruines que furent mises en œuvre les grandes conquêtes sociales : **la Sécurité Sociale, EDF/GDF, le statut du mineur, les allocations familiales, le droit de vote des femmes, etc.**

- Face aux coups portés à nos modèles économiques, du fait de la mondialisation, des politiques européennes et des décisions des multinationales uniquement basées sur l'argent et le profit, nous nous sommes battus sans relâche.
- C'est ainsi qu'après l'abandon de la sidérurgie dans les villes de Denain ou Trith-Saint-Léger, nous avons obtenu l'arrivée de l'automobile avec la SMAN, SEVELNORD ou, plus récemment, TOYOTA.
- Nous avons contraint le gouvernement et l'Europe à reculer sur le pacte Guillaumat, qui visait dans les années 80 à rayer de la carte l'industrie du ferroviaire, alors que c'est ici même, dans des villes comme Marly, Crespin, Raismes, Lille, Douai ou Arras, que l'on a travaillé pour le monde entier – particulièrement les pays de l'Est : ex-RDA, URSS – mais aussi l'Afrique et les Etats-Unis.
- Ce combat du ferroviaire, nous l'avons gagné et cette activité est aujourd'hui toujours présente sur nos territoires, et prospère avec des commandes du monde entier.
- En début d'année, le Président de la République est venu à Saint-Saulve, déclarant à cette occasion à Madame le Maire, concernant

ASCOVAL : « Madame le Maire, vous pouvez dormir sur vos deux oreilles... ».

Aujourd'hui, la réalité est tout autre. Au nom de l'argent en bourse, de l'argent-roi, au nom des super profits, l'Etat ferme les yeux sur la politique du groupe VALLOUREC, qui vise à se séparer d'ASCOVAL.

- Cette situation est d'autant plus inacceptable que le groupe a reçu près de 500 millions d'aides publiques, dont, en 2016, 250 millions de l'Etat, par le biais de la Banque Publique d'Investissement.

Suite à quoi, VALLOUREC a supprimé un millier d'emplois sur les 5000 que compte le groupe en France.

- Le site de Saint-Saulve est ainsi passé de 2000 ouvriers en 2014 à quelques centaines aujourd'hui, dont les 280 salariés d'ASCOVAL qui continuent de se battre bec et ongles, **et dont je veux saluer solennellement le courage et la détermination.**
- Par le passé, qui n'a eu pas dans sa famille ou parmi ses proches une personne ayant travaillé pour LORRAINE ESCAUT, devenu ESCAUT ET MEUSE puis VALLOUREC ? A l'époque, l'entreprise disposait d'une piscine où des générations de Valenciennes ont appris à nager.

VALLOUREC a également vu émerger des figures du sport de masse, à l'image de l'athlète Michel BERNARD, et combien d'autres figures historiques ? Je citerai seulement le Député du Chemin de l'Honneur, Arthur MUSMEAUX, qui y travailla des années durant et fut le porte-parole des ouvriers.

- Aujourd'hui, Saint-Saulve reste un fleuron unique au monde : un site d'envergure promis à un bel avenir, pour peu que l'offre de reprise d'ALTIFORT soit validée et l'usine adaptée au projet de « train à fil » développé par le groupe franco-belge. Avec, à la clé, le maintien des 281 emplois actuels et la création de 133 autres.
- Le Président de la République est aujourd'hui au pied du mur, dans l'obligation d'intervenir au regard des graves conséquences d'une telle fermeture pour les salariés d'ASCOVAL et leurs familles, bien sûr, mais aussi pour les employés de la « tuberie » et des entreprises sous-traitantes, soit un millier d'emplois concernés !
- Dans le même temps, il doit rendre des comptes aux élus de la Nation, qui ont avec toutes les institutions de cette Région apporté leur concours notamment par l'octroi de fonds publics à différentes branches industrielles.

Je salue d'ailleurs les élus de NOTRE VALENCIENNOIS et de la Région, le Président de notre Agglomération, le Président de la Région des Hauts-de-France et les Parlementaires, l'ensemble des élus du territoire qui portent aujourd'hui LA COLERE ET L'ESPOIR !

La balle est dans le camp de l'Etat !

Ne touchez pas aux enfants de Vallourec !

Ne touchez pas à l'aciérie et la « tuberie » !

Ne touchez pas à notre usine ultra-moderne !

- Je me fais aujourd'hui le porte-parole des familles concernées et, au-delà, des habitants de notre région, particulièrement notre jeunesse, pour qui l'emploi est une priorité.